

[Texte]

Mr. Andre: I am talking about the External Affairs force that is around the world. Our ambassadors and assorted backup folk that are around the world representing Canada ought, a lot of people believe—I do too—be vitally concerned with the amount of trade Canada is doing with a particular nation and be vitally and intimately involved with the trade function.

It was for that reason that trade was associated with External Affairs. Now, the expertise, the background information, knowledge about various industrial sectors and what not continues to remain with our department. We continue to provide the materials and briefing and as I say, expertise for our trade commissioners. The trade commissioners now, through the Minister of International Trade, are over in External Affairs as opposed to the old department of ITC. That does not change the fundamental relationship of the industry portion of the department and its relationship—

[Traduction]

M. Andre: Je parle du personnel des Affaires extérieures réparti à travers le monde. Nos ambassadeurs et leurs collaborateurs qui représentent le Canada dans le monde devraient—du moins c'est l'avis de beaucoup de gens et le mien—s'intéresser intensément au commerce qui se fait entre le Canada et un pays donné; ils devraient manifester un intérêt essentiel et intense pour la fonction du commerce extérieur.

C'est pourquoi le commerce extérieur a été associé aux Affaires extérieures. Les connaissances spécialisées, les renseignements généraux, la connaissance des divers secteurs industriels et tout le reste, cela demeure du ressort de notre ministère. Nous continuons de fournir la documentation et les renseignements, les connaissances spécialisées, je le rappelle, dont ont besoin nos délégués commerciaux. Ceux-ci, par l'intermédiaire du ministre du Commerce international, se retrouvent actuellement aux Affaires extérieures plutôt qu'à l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce. Cela ne change rien aux relations fondamentales qui existent entre l'élément industriel du ministère et...

• 1555

Mr. McCurdy: Was specific study undertaken with some modelling or something of that sort?

Mr. Andre: Yes, there was an awful lot of discussion around that. There were a number of studies and what not. A lot of them were in the context of how we make External Affairs relevant. Should our ambassadors not be doing some real meaty things that have some real impact for ordinary Canadians while they attend these cocktail parties and do whatever ambassadors do?

Mr. McCurdy: Maybe that is one of the cores of the recommendation from the National Advisory Board, that in fact not a hell of a lot is accomplished at cocktail parties.

Let us move on to another observation. This is in reference to the Bureau of Intellectual Property, and the National Advisory Board stated in its report on the creation of this new department that:

The bureau is potentially a potent instrument to foster the promotion and commercialization of innovation. It can fulfil this role more effectively in a department of industry than in a department where consumer interests are paramount. The functions of the bureau are located in the departments of industry and commerce in many other countries.

The United States, U.K. and Japan are significant examples—rather successful examples of competitors. Then they recommend that the bureau be moved from Consumer and Corporate Affairs to DIST. In other words, they say it should follow you.

Mr. Andre: Those arguments have validity. The other side of the coin is that the Department of Consumer and

M. McCurdy: Y a-t-il eu des études spéciales comportant, par exemple, du modelage?

M. Andre: Oui, les discussions ont été nombreuses. Les études aussi. On se demandait notamment comment rendre pertinentes les Affaires extérieures. Nos ambassadeurs ne devraient-ils pas mener une activité vraiment substantielle ayant un impact réel sur les Canadiens ordinaires tout en assistant à toutes ces réceptions et en faisant ce que font les ambassadeurs?

M. McCurdy: C'est peut-être là quelque chose qu'on trouve au coeur de la recommandation du Conseil consultatif national, c'est-à-dire que toute ces réceptions ne donnent pas tellement de résultats.

Passons à une autre observation. Il s'agit du Bureau de la propriété intellectuelle dont on envisage la création. A ce propos, le Conseil consultatif national dit que:

Le Bureau pourrait être éventuellement un instrument qui favoriserait beaucoup la promotion et la commercialisation de l'innovation. Il pourrait exercer ce rôle plus efficacement dans un ministère de l'Industrie que dans un ministère où se sont les intérêts des consommateurs qui comptent le plus. Les fonctions du Bureau sont situées dans le ministère de l'Industrie et du Commerce dans beaucoup d'autres pays.

On en a des exemples importants dans le cas des États-Unis, du Royaume-Unis et du Japon et ce sont des exemples de pays qui nous font concurrence avec un certain succès. Le Conseil recommande ensuite que le Bureau passe de la Consommation et des corporations au MIST. En somme, selon le Conseil, cette fonction devrait vous suivre.

M. Andre: Ces arguments sont de poids. Par contre, le ministère de la Consommation et des Corporations, pour